



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 12 janvier 2024

Remaniement : l'Éducation nationale foulée aux pieds

Gabriel Attal, désormais promu Premier ministre, ne sera resté qu'un semestre au ministère de l'Éducation nationale. Un passage éclair tonitruant qui laisse à penser que son ambition personnelle était bien plus forte que sa volonté affichée de réformer l'école en profondeur. Son bilan est inquiétant et correspond au virage du gouvernement en direction de l'extrême-droite. Si l'on peut reconnaître quelques mesures de bon sens comme le report des épreuves de spécialités du baccalauréat ainsi que la réforme annoncée de la formation initiale, les évolutions qu'Attal a souhaité impulser apparaissent comme ayant essentiellement pour fonction de donner des gages aux forces les plus réactionnaires : interdiction des abayas, redoublement forcé, groupes de niveau, uniforme.

Son remplacement par Amélie Oudéa-Castéra représente une nouvelle forme de mépris. Il est tout bonnement impossible qu'elle assure correctement sa mission à la tête d'un ministère fort de plus d'un million d'agent-es et de 12 millions d'usager-es alors qu'elle doit également assurer l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques - qui sont par ailleurs une entreprise massive de privations de droits et de libertés au service du sport capitaliste. Son parcours personnel et professionnel la place dans la droite lignée du gouvernement macroniste : liens familiaux ancrés dans la bourgeoisie parisienne, enfants scolarisés dans l'école privée d'élite Stanislas, issue de la même promotion de l'ENA que Macron. Surtout, rien dans son parcours ne la qualifie pour être ministre de l'Éducation nationale - si tant est que ce soit un critère pour les gouvernements successifs au service des capitalistes. Enfin, les discours récents de Macron et d'Attal montrent que l'Éducation nationale est la chasse gardée du Président et du Premier ministre.

Il n'y a donc rien à attendre et tout à craindre de l'arrivée d'Amélie Oudéa-Castéra à la tête du ministère. C'est par la mobilisation qu'il faudra arracher la satisfaction de nos revendications, et ce dès la journée grève intersyndicale du 1er février !

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fedede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

